

Al-Qaïda au Maghreb a annoncé dans un enregistrement sonore diffusé dimanche soir à 21 h par la chaîne Al-Jazira, avoir exécuté l'otage français Michel Germaneau, ce Français de 78 ans détenu dans le désert malien. © AFP.



monde

Burundi / La presse est un enjeu de l'élection dont les résultats sont attendus mardi

Fréquence paix sur les ondes

L'ESSENTIEL

- L'élection législative du 23 juillet s'est déroulée dans le calme. Avant la tempête ?
- Pour l'auditeur, la Synergie des médias est la garantie d'une info indépendante, de qualité.
- Cela ne plaît guère au pouvoir, qui augmente les pressions.

REPORTAGE

BUJUMBURA
DE NOTRE CORRESPONDANTE

Nerveusement, Richard Giramhoro guette son téléphone portable, qui devrait sonner d'une minute à l'autre. Il est l'un des 72 envoyés spéciaux dépêchés dans le pays pour y suivre le déroulement des élections. Bientôt, il sera à l'antenne sur les fréquences des quinze radios les plus écoutées du Burundi, toutes membres du projet « Synergie des médias ».

De la très officielle Radio Télévision nationale burundaise à la tonitruante Radio publique africaine - station qui s'est fait connaître en dénonçant plusieurs scandales de corruption -, les radios burundaises ont détaché leurs meilleurs journalistes pour créer, ensemble, une rédaction commune le temps des élections. Pendant 38 heures, en direct par téléphone, Richard et ses collègues témoigneront de la situation qui règne sur le terrain.

Né en 2005, lors des premières élections après 10 ans de conflits sanglants entre Hutus et Tutsis, le concept de Synergie a été créé pour répondre à un double défi : d'abord celui des ressources humaines, car aucune radio n'avait suffisamment de journalistes pour offrir une réelle couverture nationale du scrutin. Ensuite, celui de la crédibilité des informations diffusées.

« Quand ils intègrent Synergie, les journalistes perdent la couleur de leur radio d'origine », explique Moïse Gahungu, rédacteur en chef de la Synergie. La mixité, la proximité des journalistes ont permis de tenir la population informée en temps réel, d'éviter les rumeurs qui auraient hypothéqué le bon déroule-



PIERRE NKURUNZIZA, président du Burundi et chef du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, est congratulé par un électeur. Mais le processus électoral en cours au Burundi comporte ses inconnues. ©MARC HOFER/AP.

CONTEXTE

Le problème

Le parti au pouvoir est assuré de remporter les législatives de vendredi, boycottées par l'opposition, alors que les risques d'affrontements s'accroissent.

L'enjeu

Ces élections, qui devaient initialement asseoir le multipartisme dans ce pays ruiné par une guerre civile meurtrière (1993-2006), vont probablement se solder par une victoire écrasante du parti présidentiel et l'absence de véritable opposition à l'Assemblée nationale.

A suivre

Le marathon électoral entamé fin mai devait consolider la paix mais il risque de relancer les risques d'affrontement.

ment de ce scrutin décisif.

Car en Afrique en général, et plus encore au Burundi, ce pays le moins urbanisé du monde où un habitant sur deux vit avec moins d'un dollar par jour, la radio joue un rôle primordial. Bon marché, elle est omniprésente. « Raison pour laquelle nous voulions fournir un contenu irréprochable. » L'expérience de 2005 étant un succès, la décision est prise de réitérer la Synergie lors de chaque événement d'importance nationale.

Cinq ans plus tard, sur la table des assesseurs, collés aux oreilles des électeurs qui attendent leur tour, les transistors résonnent d'une même voix autour de Richard le journaliste, dont le téléphone sonne enfin : « Bienvenue sur la Synergie des Médias ! Il est six heures et les bureaux de vote devraient tous être ouverts à cette heure. Prenons la température en appelant notre correspondant à Kayanza. Allô ? Richard, comment ça se passe de votre côté ? »

Mais les élections ne sont pas les seuls moments où Synergie se met en branle : « On s'est par exemple uni pour alerter l'opinion publique lorsqu'il y a eu rupture des stocks d'antirétroviraux », raconte Corneille Nibaruta, président de l'Association Burundaise des Radiodiffuseurs. Ou encore pour parler corruption, atteintes aux droits de l'homme.

« Régulièrement des radios sont fermées, des journalistes emprisonnés », explique Corneille Nibaruta, qui a lui-même dû s'exiler durant plusieurs mois en 2006 pour éviter la prison.

Si l'initiative de la Synergie est saluée unanimement, il arrive pourtant que les vérités étalées ne plaisent pas au pouvoir. Un exemple : à quelques jours des présidentielles, la radio publique (RTNB) a coupé le signal commun, alors qu'était diffusée une émission « Bilan » dédiée aux malversations économiques. La RTNB n'a en effet pas encore

réussi à s'affranchir totalement de l'influence des autorités politiques, lesquelles étaient pointées du doigt dans le reportage.

La pression sur les médias est un phénomène bien réel. Et lorsque tombe le rideau de la Synergie et que chaque radio travaille à nouveau en solo, les interférences politico-administratives s'accroissent. Car si les médias privés burundais sont reconnus par la population comme un contre-pouvoir à part entière, c'est une réputation qu'ils paient chèrement.

« Régulièrement des radios sont fermées, des journalistes emprisonnés », explique Nibaruta, qui a lui-même dû s'exiler durant plusieurs mois en 2006 pour éviter la prison. Entre le Conseil National de Communication (CNC) et les associations de professionnels de médias, le bras de fer est quasi permanent. Dernier événement en date : l'arrestation le 16

juillet pour « haute trahison » du directeur d'un journal en ligne.

Pourtant, si le Burundi a fait figure d'exemple de démocratie au cours des dernières années, c'est entre autres grâce au pluralisme médiatique et à des organes de presse qui ont acquis une maturité hors du commun pour la région.

Mais de nombreux journalistes craignent qu'avec les élections qui ont consacré une victoire quasi absolue du CNDD-FDD à tous les niveaux du pouvoir, l'étau se resserme petit à petit sur eux.

« Dans ces conditions, les journalistes n'auront pas la tâche facile », remarque Alexandre Niyungeko, président de l'Union burundaise des journalistes. Mais, prévient Corneille Nibaruta, les hommes et femmes de média ne seront pas faciles à faire taire : « Aujourd'hui, nous sommes arrivés à un tel niveau de liberté d'expression qu'il sera impossible de nous faire faire marche arrière. » ■

CHARLINE BURTON

Cambodge / Verdict ce lundi à Phnom Penh dans le procès de l'ex-Khmer rouge

Dunlop, le photographe qui a retrouvé Douch

C'était en avril 1999, dans un village de l'ouest du Cambodge. Devant l'insistance de Nic Dunlop, photographe irlandais, un petit homme souriant a avoué être Douch, ex-tortionnaire de la prison des Khmers rouges à Phnom Penh. Lundi, le bourreau connaîtra le verdict rendu à son encontre par le tribunal de Phnom Penh parrainé par les Nations unies. Il encourt la perpétuité. Mais Nic Dunlop n'assistera pas à sa lecture, comme par discrétion. « Je finirai bien par le savoir. Ce n'est pas mon histoire, c'est celle des Cambodgiens. »

Instant singulier que cette rencontre entre un jeune photographe idéaliste et une figure de la barbarie du XX^e siècle. En 1989, Dunlop débarque à 19 ans de son Irlande natale dans un pays encore

en proie à la guérilla khmère rouge. « Le Cambodge est le premier endroit où j'ai réalisé que le monde ne tournait pas rond. Ce qui s'était passé était tellement au-delà de toutes mes capacités de compréhension que je ne pouvais plus l'ignorer », résume-t-il.

Il découvre Tuol Sleng ou S-21, la prison de Phnom Penh transformée en musée du génocide, avec ses murs recouverts de photos des victimes. Douch y apparaît aussi et fascine le photographe. « S'il y avait une personne qui pouvait fournir quelque chose qui ressemble à une explication, c'était lui. »

A la fin des années 90, Dunlop se promène avec une photo du bourreau dans son portefeuille. La guérilla khmère rouge vaincue, il pose des questions à d'an-

ciens soldats, sans succès. « Je ne savais pas s'ils essayaient de cacher quelque chose ou s'ils disaient la vérité. Car Douch était une figure terrifiante ». Mais en mars 1999, en se promenant dans un village, il tombe face à face avec lui. « C'était Douch. Je l'ai su immédiatement. Il m'a donné un faux nom ».

Scoop mondial

C'est le scoop d'une carrière. Dunlop prévient l'ONU de sa découverte, craignant pour la sécurité de Douch si son identité devait être connue de tous. Il retourne le voir plusieurs fois, essaie de creuser le personnage, puis décide de lui donner l'opportunité de se défendre avant d'écrire un article dans la très respectée *Far Eastern Economic Review*.

Trois fois, le 22 avril 1999, Douch nie être l'ex-chef de S-21. Puis il bascule dans l'aveu complet, les détails, le début d'une explication. Avant d'être arrêté quelques semaines plus tard.

Douch est aujourd'hui le premier Khmer rouge jugé par un tribunal reconnu internationalement. Il est le seul à avoir avoué. Il est aussi celui sur lequel compte la cour pour le prochain procès, celui de quatre personnalités politiques du « Kampuchéa démocratique » de Pol Pot (1975-1979).

Quand on lui dit que le verdict de lundi n'aurait pas été possible sans lui, Dunlop esquive. « Quelqu'un d'autre l'aurait découvert, assure-t-il. Je suis une part infime de l'immense histoire cam-

bodgienne ». Reste un procès, un témoignage. « Quoi qu'on fasse de ses aveux, de sa contrition, de son absence de contrition ou de son arrogance, le fait que quelqu'un se soit exprimé sur ce moment de l'Histoire est très important. Si ça signifie quelque chose pour les Cambodgiens, je serai content ». ■ (afp)



© NICOLAS ASFOUR/AP.